

Chambre des Représentants.

20 OCTOBRE 1926.

Proposition de loi tendant à compléter les lois du 17 août 1920, 18 octobre 1921, 30 janvier et 16 décembre 1924 relatives aux traitements des secrétaires communaux, des commissaires de police et de leurs adjoints ainsi que des gardes-champêtres.

DÉVELOPPEMENTS.

MESSIEURS,

Sur la proposition de M. le baron Rolin-Jaequemyns, alors Ministre de l'Intérieur, un arrêté royal du 10 février 1926 a institué une commission pour l'étude des questions relatives au statut des fonctionnaires et agents communaux et notamment pour la fixation de leur traitement minimum. En installant cette Commission au Ministère de l'Intérieur le 15 mars 1926, M. le baron Rolin-Jaequemyns lui donnait la directive suivante :

« La première question qui se posera à votre attention sera celle de savoir dans quelle limite il est permis d'intervenir *légalement en faveur du personnel communal, sans porter atteinte à l'autonomie des pouvoirs locaux.*

» A ce point de vue, il semble bien qu'il ne soit pas possible de fixer un barème proprement dit pour chaque catégorie d'agents communaux et que l'action du législateur doive plutôt se borner aux intérêts vitaux du personnel.

» L'immixtion du Parlement dans cette question de la rémunération qui est essentiellement communale ne se justifie, en effet, que par cette considération que l'intérêt général s'oppose à ce que les autorités communales puissent, sous l'égide de leur autonomie, méconnaître le devoir primordial de l'employeur vis-à-vis de son personnel en ne donnant pas à leurs agents une rémunération adéquate à leurs services et aux nécessités de l'existence.

» Un autre point qui devra retenir toute l'attention de la Commission lorsqu'elle aura déterminé dans quelles limites il est permis d'intervenir sans porter atteinte à la liberté des communes, c'est la nécessité de maintenir entre les minima de traitement des différentes catégories d'agents une juste proportionnalité.

» Il importe, en effet, d'éviter que la surenchère ne s'établisse entre les fédérations pour obtenir en faveur de leurs affiliés des avantages supérieurs ou équivalents à ceux qui sont accordés à des agents qui occupent une place supérieure dans la hiérarchie administrative.

» Dans cet ordre d'idées, il me paraît que la catégorie d'agents dont la Com-

mission aura à s'occuper en premier lieu est celle des secrétaires communaux. Il ne me paraît pas qu'il puisse être contesté, en effet, que le secrétaire communal est le premier fonctionnaire de la commune. Le minimum de traitement fixé pour le secrétaire communal doit donc servir d'étalon à la fixation des minima de traitement des autres agents.

» Il sera également très important pour la Commission de rechercher, pour la fixation de ces minima, une formule souple, pouvant s'adapter aux variations de la situation économique.

» Le système de l'indemnité mobile, à côté du traitement fixe, qui a été admis pour le personnel de l'État, sollicitera sans doute votre attention; l'indemnité mobile est en fonction des nécessités de l'existence, elle ne pourrait s'appliquer dans les mêmes conditions aux agents qui font carrière et à ceux qui remplissent accessoirement leurs fonctions communales, puisque pour ces derniers, les variations de la situation économique n'affectent leurs conditions de vie que dans la proportion où le revenu accessoire, l'appoint intervient dans leur revenu professionnel. »

D'après l'exposé fait à la Commission pour l'étude des questions relatives au statut des fonctionnaires et agents communaux et notamment pour la fixation de leurs traitements minima, l'honorable baron Rolin-Jaequemyns, Ministre de l'Intérieur, reconnaissait deux points très importants de la proposition de loi, que nous avons l'honneur de présenter au Parlement :

1° L'intervention législative en faveur du personnel communal, *sans porter atteinte à l'autonomie des pouvoirs locaux* ;

2° L'immixtion du Parlement dans cette question de la rémunération mobile ne se justifie que par cette considération *que l'intérêt général s'oppose à ce que des autorités communales puissent, sous l'égide de leur autonomie, méconnaître le devoir primordial de l'employeur vis-à-vis de son personnel, en ne donnant pas à leurs agents une rémunération adéquate à leurs services et aux nécessités de l'existence.*

La Commission susdite a tenu plusieurs réunions mais n'a pas examiné les propositions formulées par les secrétaires communaux, commissaires de police et adjoints et gardes-champêtres.

Comme l'index-number continue toujours à monter et que les traitements des fonctionnaires susdits n'a pas été augmenté dans plus de la moitié environ des communes, il faut d'urgence leur venir en aide.

En effet, quand le maximum de traitement des secrétaires communaux a été fixé législativement en 1920 — l'index-number était 450, en septembre dernier il était 684 ! actuellement 730 et on annonce qu'il ira 805 et plus.

Quand le maximum des traitements des commissaires de police fut voté en 1922 — l'index number était de 387 — en septembre dernier il était à 684, actuellement à 730, 805 et plus.

Quand le minimum des traitements des gardes-champêtres fut voté en 1924 — l'index était de 480 — on dit qu'il ira à 805 minimum.

Un certain nombre de communes ont spontanément accordé des indemnités de vie chère à leurs fonctionnaires, mais le plus grand nombre n'agissent systématiquement que sous la contrainte légale. Nous avons fait une enquête en Flandre Orientale. Sur 297 communes — 186 paient le minimum de trai-

tement, mais ni traitement mobile ni autre indemnité, — donc 111 seulement sur 397 donnent des indemnités de vie chère. Dans la province de Liège d'après une enquête minutieuse — dont nous tenons le dossier complet à la disposition des Membres du Parlement — faite par la « Fédération des secrétaires communaux de la province de Liège », sur 374 communes, 184 secrétaires reçoivent une indemnité de vie chère, 180 n'en reçoivent pas.

L'enquête générale dans tout le pays se continue et nous pourrions dans quelques jours fournir les résultats des neuf provinces. Je ne dois pas vous dire, Messieurs, dans quelle triste position se trouvent les fonctionnaires communaux de ces communes qui négligent leurs devoirs. On me dira, c'est la liberté communale et nous devons la respecter. D'accord, mais à côté de la liberté communale il y a les *devoirs de la commune*. Si en principe les communes sont maîtresses de déterminer en toute liberté le taux de la rémunération de leurs fonctionnaires, il ne peut cependant être permis à ces dernières de puiser dans le principe de l'autonomie, des prétextes pour échapper à leurs obligations morales. On peut affirmer d'autre part, qu'il est d'intérêt public que les services communaux soient assurés d'une façon convenable et à cet égard, l'intervention du Gouvernement, comme il est intervenu pour les fonctionnaires de l'État, de la province, les instituteurs communaux (arrêté royal du 1^{er} décembre 1924, dans le but de garantir une organisation normale des services en prescrivant d'allouer à ces fonctionnaires des rémunérations convenables), ne peut être interprétée comme une réelle atteinte à l'autonomie communale. Notons de plus que, à cause des incompatibilités légales et de l'interdiction faite aux secrétaires, commissaires de police, gardes-champêtres d'exercer un commerce soit directement, soit par personne interposée, il leur est devenu impossible de se créer des ressources par des fonctions accessoires et que la situation de beaucoup d'entre eux, vu le coût de la vie, avoisine véritablement la détresse.

Le 6 juillet dernier, Monsieur Vergels et moi-même, nous avons eu l'honneur d'adresser une interpellation à l'honorable Ministre de l'Intérieur, sur les intentions du Gouvernement relativement à la situation qui est faite au personnel des petites communes par suite de l'augmentation de la cherté de la vie.

Mais l'honorable Ministre n'a pu nous donner satisfaction ni même grand espoir de voir améliorer cette pénible situation.

En effet, à la séance du 6 juillet dernier, l'honorable M. Jaspar, ministre de l'Intérieur a dit : « Si vous ne pouvez vous rallier à cette manière de voir (c'est-à-dire attendre le vote du projet de loi Pecher soumis à l'examen de la Commission du Sénat) vous disposez de l'initiative parlementaire pour arriver à un autre résultat. »

Nous avons demandé en juillet dernier au Ministre de l'Intérieur et au Bureau de la Commission constituée par l'honorable baron Rolin-Jacquemyns, de se réunir pour examiner les propositions des secrétaires communaux, commissaires de police et gardes-champêtres et arriver à une proposition à soumettre au Ministre de l'Intérieur ou au Parlement. Jusqu'à ce jour, nous n'avons pas reçu de réponse à notre demande de la part du Ministre, ni du Président de la Commission. Dans ces circonstances, vu l'urgence : augmentation journalière du coût de la vie, négligence des communes à remplir leurs devoirs vis-à-vis des agents communaux ne touchant que le minimum légal de leur traitement, nous croyons devoir user de notre initiative parlementaire et nous avons l'honneur de proposer aux Chambres législatives de voter dans la présente session, une proposition de

loi assurant aux fonctionnaires communaux l'octroi des indemnités de vie chère et familiale accordées aux membres du corps enseignant des écoles primaires et gardiennes (qui sont des fonctionnaires communaux eux) par la loi du 6 mai 1925, ainsi qu'aux agents des divers services de l'État, par l'arrêté royal du 1^{er} décembre 1924.

Nous espérons que la Chambre et le Sénat, à l'unanimité, vu les difficultés de la vie et la négligence des administrations communales, voteront d'urgence la proposition juste et équitable que nous avons l'honneur de leur soumettre.

MAENHAUT.

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 20 OCTOBER 1926.

Wetsvoorstel tot aanvulling van de wetten van 17 Augustus 1920, van 18 October 1921, 16 December 1924 en 30 Januari 1924, betreffende de jaarwedden van de gemeentesecretarissen, van de politiecommissarissen en hunne adjuncten, alsmede van de veldwachters.

TOELICHTING.

MIJNE HEEREN,

Op voorstel van Baron Rolin Jacquemyns, alsdan Minister van Binnenlandsche Zaken, werd bij een Koninklijk besluit van 10 Februari 1926 eene Commissie ingesteld belast met het onderzoek van de vraagstukken betreffende het statuut van de gemeenteambtenaren en- bedienden, en namelijk wat aangaat de vaststelling van hun minimumwedde. Bij de aanstelling van deze Commissie in het Ministerie van Binnenlandsche Zaken, op 15 Maart 1926, omschreef Baron Rolin Jacquemyns als volgt hare taak :

« De eerste vraag die voor u oprijst is, *in hoeverre de wet kan tusschenkomen ten gunste van het gemeentepersoneel, zonder inbreuk te plegen op de zelfstandigheid der plaatselijke overheid.*

» In dit opzicht, komt het ons niet als mogelijk voor een eigenlijk gezegd barema vast te stellen voor elke categorie van gemeentebedienden, en schijnt het dat de taak van den wetgever zich eerder moet beperken tot de levensbelangen van het personeel.

» De inmenging van het Parlement in dit vraagstuk van de bezoldiging, dat hoofdzakelijk tot de gemeente behoort, is inderdaad alleen te verklaren door de overweging dat het algemeen belang niet toelaat dat de gemeenteoverheid, onder den dekmantel van hare zelfstandigheid, het eerste recht miskenne van den werkgever tegenover zijn personeel, door aan hare beambten niet eene bezoldiging te verleenen in verhouding tot hunne diensten en tot de bestaansnoodwendigheden. »

Een ander punt waarop de Commissie hare aandacht zal moeten vestigen, wanneer zij zal hebben vastgesteld in hoeverre tusschenkomst toegelaten is zonder inbreuk te maken op de vrijheid der gemeenten, is de noodzakelijkheid tusschen de minima der wedden van de onderscheidene beambten eene juiste verhouding te bewaren.

« Men moet inderdaad vermijden dat de aanbiedingen niet worden opgedreven

tusschen de Vereenigingen om ten gunste van hunne aangeslotenen hogere voordeelen te bekomen of voordeelen gelijk aan deze welke toegekend zijn aan de beambten die eene hogere plaats bekleeden in de bestuurshierarchie.

» In dien zin wil het mij voorkomen, dat de categorie van bedienden waarmede de Commissie zich in de eerste plaats zal moeten bezig houden, de gemeentesecretarissen zijn. Men kan inderdaad niet betwisten, dunkt me, dat de gemeentesecretaris de eerste ambtenaar van de gemeente is. De minimumwedde voor den gemeentesecretaris vastgesteld moet dus als grondslag dienen voor de vaststelling van de minima der wedden van de overige beambten.

» Van belang is het evenzoo voor de Commissie, voor de vaststelling van deze minima, eene lenige formule te vinden die zich aan de schommelingen van de economische toestanden kan aanpassen.

» Het stelsel van de veranderlijke vergoeding, naast de vaste wedde, dat voor het Staatspersoneel werd aangenomen, zal waarschijnlijk uwe aandacht vergen; de veranderlijke vergoeding is in verhouding tot de noodwendigheden van het bestaan, zij zou niet op dezelfde wijze kunnen toegepast worden op de bedienden die er hun loopbaan van maken en op dezen die hun gemeentelijk ambt slechts in bijkomende orde waarnemen, vermits voor deze laatsten de schommelingen van den economischen toestanden slechts terugslaan op hunne levensvoorwaarden in de mate waarop het bijkomend inkomen in hun bedrijfsinkomen tusschenkomt.

Volgens zijne uiteenzetting ter Commissie voor de studie van de vraagstukken aangaande het statuut der gemeentelijke ambtenaren en bedienden en namelijk voor de vaststelling van hunne minimum-wedden, heeft de achtbare baron Rolin Jacquemyns, Minister van Binnenlandsche Zaken, de gegrondheid erkend van twee belangrijke punten van het wetsvoorstel dat wij de eer hebben aan het Parlement voor te leggen :

1^o De tusschenkomst der Wetgevende Kamers ten voordeele van het gemeentelijk personeel, *zonder afbreuk te doen aan de zelfstandigheid van de plaatselijke machten* ;

2^o De inmenging van het Parlement in dit vraagstuk van de veranderlijke bezoldiging is alleen gerechtvaardigd door deze overweging *dat het algemeen belang zich verzet tegen de mogelijkheid voor de gemeenten om, krachtens hunne zelfstandigheid, den voornaamsten plicht van den werkgever tegenover zijn personeel te miskennen, door aan de ambtenaren en bedienden een met hunne diensten en hunne levensbehoeften overeenkomende bezoldiging te weigeren.*

Vorenvermelde Commissie hield verscheidene vergaderingen; zij heeft evenwel de voorstellen niet onderzocht die door de gemeentesecretarissen, de politie-commissarissen en de adjunct-commissarissen, alsmede door de veldwachters voorgelegd werden.

Daar het index-cijfer voortdurend stijgt en de wedden van vorenvermelde beambten in meer dan de helft van de gemeenten niet verhoogd werden, moet men dringend hulp bieden.

Als inderdaad het maximumbedrag van de wedde der gemeentesecretarissen krachtens een wet in 1920 vastgesteld werd, beliep het index-cijfer 450; in September l.l. was het 684! Thans 730 en men voorziet dat het 805 en meer zal bereiken.

Toen de wet tot vaststelling van de maximumwedden der politiecommissarissen in 1922 aangenomen werd, beliep het index-cijfer 387; in September was dit 684 en thans is het 730, 805 en meer!

Toen de minimumwedde van de veldwachters in 1924 vastgesteld werd, was het index-cijfer 480; men zegt dat het tot 805 minimum zal stijgen.

Een zeker getal gemeenten hebben vanzelf duurtetoeslagen aan hunne ambtenaren toegestaan; het meerendeel der gemeenten doen gewoonlijk slechts iets wanneer de wet ze daartoe verplicht. Wij hebben een onderzoek ingesteld in Oost-Vlaanderen. Op 297 gemeenten, betalen 186 de minimumwedde, maar noch veranderlijk gedeelte, noch eene andere vergoeding; 111 gemeenten op 397 verleenen dus duurtetoeslagen. Volgens een nauwkeurig onderzoek in de provincie Luik, ingesteld door de « Fédération des Secrétaires communaux de la province de Liège » — wij houden het volledig dossier ter beschikking van de leden van het Parlement — ontvangen op 374 gemeenten, 184 secretarissen een duurtetoeslag, terwijl 180 secretarissen er geen ontvangen.

Het algemeen onderzoek in het geheele land wordt voortgezet, en binnen enkele dagen zullen wij de uitslagen voor de negen provinciën kunnen mededeelen. Ik hoef U niet te zeggen, Mijne Heeren, in welken treurigen toestand de secretarissen van de gemeenten die hun plicht verzuimen, zich bevinden. Men zal mij antwoorden: dit vloeit voort uit de vrijheid der gemeenten en wij moeten die eerbiedigen. Ik ben het daarover eens. Doch, naast de gemeentelijke vrijheid, heeft men de *plichten der gemeenten*. Zoo de gemeenten, principieel, volkomen vrij zijn het bedrag van de bezoldiging hunner beambten vast te stellen, dan mag haar nochtans niet toegelaten zijn in het principe der zelfstandigheid aanleiding te vinden om aan haar zedelijke verplichtingen te ontsnappen.

Anderzijds mag beweerd worden, dat het openbaar belang vergt dat de gemeentelijke diensten behoorlijk zouden werken en, dienaangaande, kan de Regeeringstusschenkomst (zooals die voorgeschreven bij Koninklijk besluit van 1 December 1924), ten einde een normale inrichting van de diensten en een behoorlijke bezoldiging te waarborgen aan de Staats- en provincieambtenaars en aan de gemeenteonderwijzers niet aangezien worden als een echte aanslag tegen de gemeentelijke zelfstandigheid. Daarbij dient nog opgemerkt, dat de secretarissen, politiecommissarissen en veldwachters, wegens de wettelijke onvereenbaarheid, rechtstreeks of per tussenpersoon, geen handel mogen drijven en het hun dus onmogelijk is hunne inkomsten te vermeerderen door bijverdiensten, zoodat, wegens de levensduurte, de toestand van velen onder hen waarlijk de ellende nabijkomt.

Op 6 Juli jongstleden, heb ik, samen met den heer Vergels, de eer gehad den achtbaren heer Jaspar, Minister van Binnenlandsche Zaken te interpelleeren over de inzichten der Regeering betreffende den toestand waarin het personeel der kleine gemeenten verkeert wegens de stijgende levensduurte.

Doch de achtbare heer Minister heeft ons geen voldoening of zelfs geene groote hoop kunnen geven op beternis in dezen benarden toestand.

Inderdaad, ter zitting van 6 Juli jongstleden, heeft de achtbare heer Jaspar, Minister van Binnenlandsche Zaken, gezegd: « Indien gij die zienswijze niet kunt bijtreden (dit is de aanneming afwachten van het wetsontwerp Pecher dat tot onderzoek aan de Commissie van den Senaat is voorgelegd) dan blijft u nog steeds het parlementair initiatief over om een anderen uitslag te bereiken. »

In Juli laatstleden, hebben wij gevraagd aan den Minister van Binnenlandsche Zaken en aan het Bureau der Commissie door den achtbaren Baron Rolin

Jacquemyns ingesteld, om te vergaderen ten einde de voorstellen van de gemeentesecretarissen, politie-commissarissen en veldwachters te onderzoeken en een voorstel op te maken dat aan den Minister van Binnenlandsche Zaken of aan het Parlement kan voorgelegd worden. Tot nog toe hebben wij op onze vraag, noch vanwege den Minister, noch vanwege den Voorzitter der Commissie antwoord ontvangen. Dienvolgens en wegens de hoogdringendheid : dagelijksche stijging der levensduurte, nalatigheid vanwege de gemeenten om hunnen plicht te vervullen tegenover de gemeentebedienden die slechts de wettelijke minimum-wedde trekken, meenen wij ons parlementair recht van voordracht te moeten gebruiken en hebben wij derhalve de eer aan de Wetgevende Kamers voor te stellen, in den loopenden zittijd, een wetsontwerp aan te nemen waarbij aan de gemeenteambtenaars duurtetoeslag en familievergoeding verleend worden, zooals dit geschiedt bij de wet van 6 Mei 1923 ten voordeele van de leden van het onderwijzend personeel der lagere scholen en bewaarscholen (die ook gemeenteambtenaars zijn) en bij Koninklijk besluit van 1 December 1924 ten bate van de bedienden van de onderscheidene Staatsdiensten.

Wij hopen dat de Kamer en Senaat, gezien de levensduurte en de nalatigheid der gemeenten, dringend en eenparig het rechtvaardig en billijk voorstel zullen aannemen, dat wij de eer hebben hun voor te leggen.

MAENHAUT.

CHAMBRE
des Représentants.**KAMER**
der Volksvertegenwoordigers.

Proposition tendant à compléter les lois des 17 août 1920, 18 octobre 1921, 30 janvier et 16 décembre 1924, relatives aux traitements des secrétaires communaux, des commissaires de police et de leurs adjoints, ainsi que des gardes-champêtres.

ARTICLE UNIQUE.

Les lois des 17 août 1920, 18 octobre 1921, 30 janvier et 16 décembre 1924, relatives aux traitements des secrétaires communaux, des commissaires de police et de leurs adjoints, ainsi que des gardes-champêtres, sont complétées comme suit :

Disposition additionnelle.

Outre le traitement fixe, les titulaires ont droit à une partie mobile, ainsi qu'à des allocations accessoires de naissance, de famille et de résidence, aux taux déterminés et suivant les règles prescrites, par la loi du 6 mars 1925, pour les membres du corps enseignant des écoles primaires et gardiennes.

Cette disposition sortira ses effets à dater du 1^{er} juillet 1926.

Wetsvoorstel tot aanvulling van de wetten van 17 Augustus 1920, van 18 October 1921, 30 Januari en 16 December 1924, betreffende de jaarwedden van de gemeentesecretarissen, van de politiecommissarissen en hunne adjuncten, alsmede van de veldwachters.

EENIG ARTIKEL.

De wetten van 17 Augustus 1920, van 18 October 1921, 30 Januari en 16 December 1924, betreffende de jaarwedden van de gemeentesecretarissen, van de politiecommissarissen en hunne adjuncten, alsmede van de veldwachters, worden aangevuld als volgt :

Bijkomende bepaling.

Behalve de vaste jaarwedde, hebben de titularissen recht op een veranderlijk gedeelte, alsmede op bijkomende geboorte-, gezins- en verblijfstoelagen, en berekend naar de bij de wet van 6 Maart 1925, voor de leden van het onderwijzerskorps der lagere scholen en der bewaarscholen bepaalde bedragen en voorgeschreven regelen.

Deze bepaling treedt in werking van af 1 Juli 1926.

MAENHAUT.
VERGELS.
EDOUARD PECHER.
JOSEPH PIERCO.
UYTROEVEN.
MELCKMANS.